

# **Projet de décret en Conseil d'État relatif à la participation financière des agences de l'eau à la protection sociale complémentaire (prévoyance) de leurs personnels contractuels**

## **1. Eléments de contexte**

Les agences de l'eau, établissements publics administratifs sous tutelle du ministère en charge de l'environnement, ont mis en place dès la fin des années 1960 un régime spécifique de protection sociale complémentaire (prévoyance) en faveur de leurs personnels contractuels de droit public.

La réunion interministérielle (RIM) du 24 septembre dernier, organisé par les services du Premier ministre à la demande du Cabinet de la Ministre chargée de l'écologie a permis d'acter plusieurs mesures statutaires ou sociales concernant certains personnels des Ministères de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité et des agences de l'eau. Lors de cette RIM, le Cabinet du Premier Ministre a, en particulier, acté le principe du maintien du régime de protection complémentaire (prévoyance) des personnels contractuels des agences de l'eau et sa sécurisation juridique par le vecteur approprié.

Tel est l'objet du projet de décret en Conseil d'État, ci-joint, relatif à la participation financière des agences de l'eau à la protection sociale complémentaire (prévoyance) de leurs personnels contractuels. Ce projet qui garantit, pour les agents contractuels des six agences de l'eau concernés, le maintien de ce régime marque l'issue d'un processus associant la DEB, la DAJ et la DRH, objet d'un dialogue social approfondi avec les organisations syndicales représentatives des agences de l'eau, à fins de sécuriser juridiquement ce régime.

## **2. Les principales caractéristiques du régime actuel de protection sociale complémentaire (prévoyance) des personnels contractuels des agences de l'eau**

Le régime actuel repose sur une adhésion collective et obligatoire de ces agents, limitée à la prévoyance (absence de garanties en matière de santé), pour laquelle les agences de l'eau participent financièrement à un niveau égal ou supérieur à 75% du montant de la cotisation. Ce régime de prévoyance comprend des garanties concernant les risques suivants : décès, incapacité temporaire de travail et invalidité permanente.

Or, les contrats de référencement actuels arrivent à échéance fin 2015 et il convient, s'agissant d'un acquis social très ancien, de s'assurer d'une assise juridique suffisante de ce régime pour permettre un nouveau référencement fondé sur des garanties et une participation financière de l'employeur équivalente.

Dans le droit commun, la protection sociale complémentaire des agents de droit public, tant pour la santé que pour la prévoyance, est actuellement régie par l'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et par le décret n°2007-1373 du 19 septembre 2007 modifié et ses arrêtés d'application.

Il résulte des dispositions juridiques du décret n°2007-1373 du 19 septembre 2007 modifié précité relatives à la protection sociale complémentaire :

- que si l'employeur public est libre de participer ou non au financement de la protection sociale complémentaire de ses agents, sa participation est limitée aux transferts de solidarité (de manière schématique la différence entre le montant des prestations versées et celui des cotisations des adhérents) ;
- que l'adhésion aux garanties de protection sociale complémentaire référencées est facultative et individuelle pour les agents.

Le dispositif actuel des agences de l'eau n'est donc pas compatible avec ce cadre réglementaire pour les raisons suivantes :

- participation financière de l'employeur public excédant les transferts de solidarité ;
- adhésion obligatoire à un contrat collectif.

Le régime actuel de prévoyance des personnels contractuels des agences de l'eau respecte en revanche l'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 : celles-ci (les agences) « peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent » et « cette participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités », ce qui est le cas.

La sécurisation juridique des modalités d'application de ce régime actuel est prévue par décret en Conseil d'Etat le III de l'article 22 bis de la loi précitée renvoyant à un tel vecteur pour les modalités d'application dudit article, d'où le projet de décret ci-joint.

### **3. Les principales dispositions du projet de décret présenté**

Ce projet de décret encadre le régime de prévoyance des agents contractuels actifs et retraités des agences de l'eau en complément du décret « de droit commun » n° 2007-1373 du 19 septembre 2007, auquel il déroge pour certains points (article 1).

Il précise que ce régime est collectif et obligatoire (article 2), sauf pour certains cas particuliers (retraités et agents en situation de congés non rémunérés).

Il déroge aux dispositions du chapitre III du décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 qui limitent le montant de la participation financière de l'employeur aux seuls transferts de solidarité entre actifs et retraités, et précise la manière dont cette participation est fixée par les agences de l'eau (article 3).